

Malgré tout, une leçon de démocratie à Bagdad

Par Chibli Mallat, avocat, professeur à l'USJ

Adnane Pachachi a payé le prix de son ambition. Quant au jeu d'apprentis sorciers de MM. Powell, Brahimi, Blackwill (l'assistant de Condoleezza Rice qui, avec Paul Bremer, a agi en haut-commissaire), il leur a explosé au visage. Il faut espérer qu'ils en tireront la leçon en laissant plus de liberté aux Irakiens pour décider de leur avenir. Quant à leur candidat Pachachi, qui a laminé ses collègues au Conseil de gouvernement au profit de l'envoyé d'une Onu honnie par des leaders irakiens, les choses se sont finalement retournées contre lui. En novembre 2002, il avait déjà empêché que ne se constitue un gouvernement provisoire en Irak kurde, il a ignoré depuis novembre dernier un plan d'accélération de la souveraineté irakienne que la plupart de ses collègues, ainsi que le Pentagone – encore puissant – soutenaient contre un rôle superfétatoire de l'Onu. Sa carrière politique, à 81 ans, paraît terminée.

Il faut espérer que la déconvenue de Adnane Pachachi, comme celle de nombre de protagonistes centraux dans le drame de l'Irak – Lakhdar Brahimi, Ahmed Chalabi, Paul Wolfowitz, tous personnages que j'ai bien connus, appréciés et critiqués au fil des ans, tous personnages qui n'ont pas réussi à faire de l'Irak le havre de paix et de démocratie auxquels ils aspiraient – ne les empêcheront pas de poursuivre cette mission avec enthousiasme, mais avec un peu plus de détachement.

Nous ne sommes pas au bout de nos surprises en Irak, certaines interviendront au fil d'une violence qui n'est pas prête de s'arrêter. Le dénouement d'hier a surpris, celui qui a porté Iyad Allaoui et Ghazi al-Yaouar respectivement à la tête du gouvernement transitoire et de la présidence du pays, comme ont surpris la disgrâce du Pentagone suite au scandale d'Abou Ghraib et celle d'Ahmed Chalabi, qui avait combattu ouvertement les Nations unies et appelé à une enquête irakienne sur les malversations liées au programme pétrole contre nourriture de l'Onu.

Deux réflexions, in media res, s'imposent : la première est négative, qui montre combien les disputes au sein de l'Administration américaine, le cynisme de la vieille Europe, les contradictions qui ont précédé et suivi une victoire éclair, obèrent l'espoir d'un Irak démocratique après une dictature de trente-cinq ans. Il faut prendre acte de la réussite des factions violentes – l'organisation qu'a laissée derrière lui Saddam Hussein, les mouvements radicaux à Falloujah, la brutalité de Moqtada Sadr –, qui ont réussi à empêcher la normalisation. À cela doit s'ajouter la grande erreur américaine de ne pas avoir engagé les Irakiens dans le processus de changement dès avant l'invasion, ainsi que l'incertitude qui a dominé le discours sur "libération". Dans un kaléidoscope à l'échelle planétaire, chacun donnera une réponse différente à l'échec américain. Le dénouement de ces derniers jours offre cependant une certitude, c'est le message négatif de la journée d'hier : le nouveau gouvernement irakien est un gouvernement de seconde classe, contrairement au Conseil précédent. Les deux grands leaders kurdes sont représentés par leurs assistants, l'ensemble de la faction Chalabi est mise à l'écart, le courant du libéralisme chiite au sein de la hiérarchie religieuse, dans la figure exceptionnelle des Bahr al-Ouloum, est réduit à néant, et maintenant Pachachi, tous sont pour l'instant écartés. L'union nationale qui caractérisait le Conseil de gouvernement a été galvaudée au profit d'un groupe réduit de dirigeants dont le passé ne présente pas beaucoup de convictions libérales.

Mais il y a également un message positif. Le renoncement de Adnane Pachachi, proclamé président par des fuites télégraphiques par l'entourage de MM. Bremer et Brahimi (ce qui a détruit son ambition auprès de ses pairs), n'en est pas moins remarquable comme message d'avenir. Il aurait pu, comme Iyad Allaoui il y a quelques jours, s'accrocher à cette « nomination » et attendre que le monde, et les Irakiens malgré eux, reconnaissent lentement ce fait accompli. Dans un geste d'homme d'État, il a refusé. L'histoire le lui reconnaîtra, et nous autres démocrates à la recherche désespérée de leaders capables de dire non au poste suprême quand il se profile devant eux, non au forcing brutal pour arriver au pouvoir, nous nous devons de le saluer.

Conscient de ces deux messages contradictoires, l'important est de considérer le gouvernement actuel comme un gouvernement transitoire, mais aussi comme gouvernement effectif. Les Irakiens ont besoin de paix avant tout, d'une paix qui ne soit pas celle de la peur mais celle de la légitimité. Pachachi, Chalabi, ainsi que les autres leaders irakiens écartés du gouvernement joueront, il faut l'espérer, un jeu démocratique qui les ramènera peut-être au

pouvoir. Le prochain drame, lui, se passera la semaine prochaine au Conseil de sécurité sur la souveraineté en Irak.